



Royaume des Pays-Bas



Projet Gouvernance Locale et Cohésion Sociale « GoLCoS ».



Le Projet Gouvernance Locale et Cohésion Sociale (GoLCoS) est une initiative du PNUD et du Royaume des Pays-Bas, en collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso. GoLCoS a pour objectif de renforcer la cohésion sociale par une gouvernance inclusive et participative dans les collectivités territoriales cibles. De façon spécifique, il s'agit de :



Améliorer l'appropriation sociale et politique de la décentralisation par les acteurs dans la zone d'intervention du projet



Améliorer la qualité et l'accessibilité de l'offre des services publics locaux



Améliorer la qualité de la planification, de la mise en œuvre et du suivi du développement économique local



Renforcer la redevabilité de la gestion communale vis-à-vis de toutes les couches sociales de la population, y inclus les personnes déplacées internes



Renforcer la participation citoyenne et la représentativité des groupes spécifiques, notamment des femmes et des jeunes (y compris les PDI), dans les instances de la gestion des affaires locales



Améliorer la qualité des relations et le dialogue entre les populations, et entre les populations, les autorités locales et les FDS dans les zones cibles



Mettre à la disposition de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) un système d'analyse de conflits et indexe de cohésion sociale en vue de contribuer à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale

A. STRATÉGIE DU PROJET

LE PROJET EST EN PHASE AVEC :

- » Les grandes orientations du Référentiel National de Développement.
- » Le Cycle III de la décentralisation « mieux construire le développement du pays à partir de collectivités territoriales capables de produire des services publics locaux accessibles et de qualité et d'impulser le développement économique local ».
- » La Matrice d'Actions Prioritaires (MAP) :
Axe 2 : Secteurs sociaux répondent aux besoins sanitaires des populations des zones touchés par l'insécurité et des déplacés.
Axe 3 : Renforcement de la présence de l'Etat.
Axe 4 : Cohésion sociale et résilience.

LA STRATEGIE DU PROJET SE BASERA SUR LES PRINCIPES CLÉS SUIVANTS :

- » L'amélioration de la sécurité et de la paix dans les collectivités territoriales.
- » L'insertion socioéconomique des PDI, des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables.
- » La promotion d'un changement visible en faveur des femmes, dans le sens d'une habilitation sociale et économique de celles-ci et d'une prise de conscience de la complémentarité hommes/femmes dans la gestion du développement local.
- » L'utilisation des outils d'intelligence collective pour l'identification des défis prioritaires des communes cibles et la définition de stratégies appropriées pour les adresser.
- » La mise en place d'une nouvelle gouvernance locale plus concertée, mieux informée et plus participative à travers un système de communication ouverte et transparente.

B. RÉGIONS ET COMMUNES D'INTERVENTION

Les régions retenues pour la mise en œuvre du projet sont les régions de la matrice d'actions prioritaires du gouvernement. Le choix des communes d'intervention s'est opéré selon les critères suivants :

- Les communes les plus touchées sur le plan sécuritaire au regard du nombre et de la fréquence des attaques terroristes
- La capacité de mobilisation des recettes propres
- Les communes de départ des populations
- La représentativité des femmes dans les conseils de collectivités territoriales
- Les communes d'accueil de personnes déplacées internes
- La représentativité des jeunes dans les conseils de collectivités territoriales
- Le niveau de pauvreté de la commune
- Le niveau de couverture de la commune par les projets et programmes

L'APPLICATION DE CES CRITÈRES SUR LA BASE DES DONNÉES COLLECTÉES A PERMIS DE RETENIR LES COMMUNES SUIVANTES COMME ZONES DE CONCENTRATION DU PROJET :



RÉGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN : Balave, Kouka, Sanaba, Solenzo, Sami, Tansila, Barani, Bomborokuy, Djibasso, Dokuy, Kombori, Madouba, Nouna, Di, Lanfiera, Toeni au total seize (16) communes



RÉGION DE L'EST : Bartiéboucou, Foutouri, Gayeri, Kantchari, Kompienga, Madjoari, Matiacoali, Namounou, Botou, Coalla, Diapangou, Diabo, Tambaga, Tansarga, Thion, Tibga Partiaga, Yamba, Mani, Pama et Fada N'gourma, soit au total vingt une (21) communes



RÉGION DU CENTRE-EST : Comin-Yanga, Dourtenga, Ouargaye, Sangha, Soudougui, Yargatenga, Yondé, Baskouré, Gounghin, Bissiga, Lalgaye, Zonsé et Bitou soit au total treize (13) commune



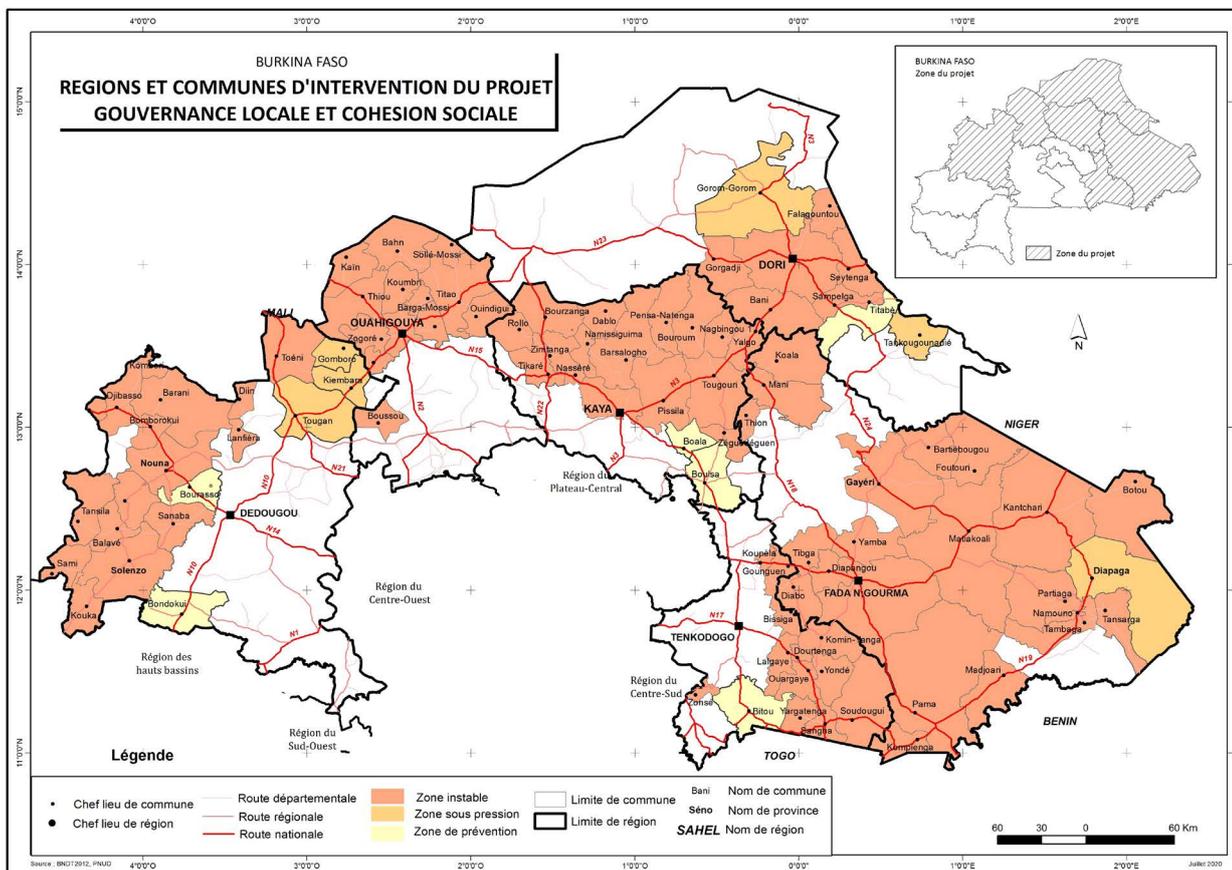
RÉGION DU NORD : Bahn, Ouindigui, Sollé, Kain, Titao, Thiou, Barga, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Tangaye, Zogoré et Boussou, soit au total treize (13) communes



RÉGION DU CENTRE-NORD : Bourzanga, Rollo, Zimtanga, Bouroum, Nagbingou, Namissigma, Pensa, Barsalgo, yalgo, Pissila, Tougouri, Zéguédéguin, Nasséré, Dablo, Kongoussi et Kaya soit au total seize (16) communes



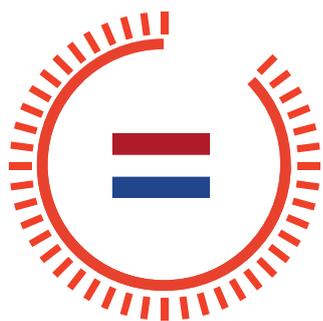
RÉGION DU SAHEL : Dori, Bani, Falagountou, Gorgadji, Seytenga et Sampelga, soit au total six (06) communes



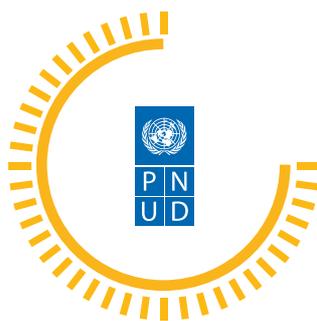
AU TOTAL LE PROJET COUVRIRA QUATRE-VINGT-CINQ (85) COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET SIX (6) RÉGIONS

C. BUDGET - DONATEURS - DURÉE DU PROJET

D'UN BUDGET TOTAL DE 11 178 080 USD, LES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET COMPRENNENT :



Des apports du gouvernement du Royaume des Pays-Bas à hauteur de 9 023 837 EUR, soit **10 105 080 USD**



Du PNUD à hauteur de **900 000 USD**



Et du Gouvernement du Burkina Faso à hauteur de **173 000 USD** dont 165 333 USD décaissables et 7 667 USD non décaissables

LE PROJET EST PRÉVU POUR S'EXÉCUTER SUR UNE PÉRIODE DE TROIS (3) ANS - DÉCEMBRE 2020 - DÉCEMBRE 2023



Adresse :
34, Avenue du CES,
Immeuble des Nations Unies,
Koulouba (secteur 4)
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso

Téléphone : (226) 25.30.67.62/63/64

Fax : (226) 25.33.27.46

Email : registry.bf@undp.org;

bf.communication@undp.org

Site Web : <https://www.bf.undp.org/>

@PNUD BURKINA FASO

@PNUD_BFA